

« Fermer les frontières aux migrants »

Bart De Wever s'est prononcé pour une fermeture des frontières aux migrants. Il plaide en faveur du modèle en vigueur au Canada.

« **N**ous devons, en ce qui me concerne, évoluer vers une Europe au sein de laquelle l'asile ne sera plus possible. Là où nous devons investir, c'est dans un accueil sûr dans la région » des migrants.

La phrase est de Bart de Wever. Il l'a prononcée dimanche sur le plateau de *De Zevende Dag* de la VRT alors qu'on apprenait, peu de temps après, que onze réfugiés avaient été appréhendés dans le port de Nieuport. Un homme d'origine turque, suspecté de trafic d'êtres humains, a été mis sous mandat d'arrêt dans le cadre de ce dossier.

Pour le président de la N-VA, cela ne fait en tout cas aucun doute : « Nous devons, comme le Canada, ne mener qu'une politique de relocalisation et stopper l'entrée libre de personnes qui choisissent un pays (d'accueil) dès qu'ils ont franchi la frontière ».

Bart De Wever a affirmé soute-

nir, en dépit de toutes les critiques, le préaccord conclu lundi entre l'Union européenne et la Turquie afin de tenter d'offrir enfin une réponse à l'afflux chaotique de réfugiés vers l'Europe. Ce projet d'accord prévoit la réadmission en Turquie de tous les migrants arrivés clandestinement en Grèce. En échange, les Européens s'engageraient, pour chaque Syrien renvoyé en Turquie, à accepter un demandeur d'asile syrien sur leur territoire.

« Les nationalistes traînent »

De son côté, *Groen*, le parti écologiste, dans l'opposition, a dressé le bilan de l'exécutif flamand. Ses conclusions : les ministres démocrates-chrétiens du gouvernement flamand se retroussent les manches et utilisent les moyens dégagés pour la crise des migrants tandis que leurs homologues nationalistes traînaient.

Sur les 121 millions d'euros débloqués en septembre par l'exécutif flamand pour faire face à l'afflux de demandeurs d'asile, plus de 40 millions d'euros ont été concrètement partagés et attribués à quatre ministres. Ces montants ont depuis lors été effectivement dépensés.

Le solde demeure inscrit en tant que provisions. Deux tiers de ces moyens, soit 59 millions d'euros, ont déjà été réclamés, ressort-il des réponses apportées aux questions parlementaires de la députée écologiste An

Moerenhout. Une vingtaine de millions d'euros n'ont eux toujours pas été réclamés.

Selon *Groen*, Hilde Crevits (CD&V) a déjà « reçu sa part », qui a notamment été allouée à l'Enseignement, et demande des moyens supplémentaires. Le ministre du Bien-être Jo Vandeurzen (CD&V) ne devrait lui rien exiger. Son budget a été dûment attribué et dépensé.

Groen estime que les ministres N-VA Liesbeth Homans et Philippe Muyters doivent redoubler d'efforts. La ministre des Affaires intérieures et du Logement a ajouté deux nouveaux points via une demande de provisions : 5 millions d'euros pour des subsides à la location et 20 millions pour les villes et les communes. Les écologistes flamands estiment que les problèmes de logement ne pourront être résolus par ces maigres subsides. Le ministre Muyters est quant à lui encore occupé à élaborer son business plan avec des propositions d'actions. ■